

Pour la réforme de la zone euro, l'heure de la diplomatie est peut-être passée...

Le président français et la chancelière allemande se sont retrouvés jeudi 19 avril à Berlin pour évoquer l'avenir de l'Union et de la zone euro. Le Président de la République française a réitéré les propositions de la France, notamment celle d'articuler responsabilité et solidarité sur le plan économique et monétaire.

Il intervenait deux jours plus tôt dans le même sens au Parlement européen à Strasbourg alors que la CDU/CSU débattait d'un texte d'orientation refusant la proposition de la Commission européenne, - idée pourtant venue d'Allemagne -, de transformer le Mécanisme européen de stabilité (MES) en un Fonds Monétaire européen (FME), qu'à tout le moins il vaudrait mieux appeler Fonds de stabilité européen (FSE).

Derrière ce refus, se cache en réalité le refus de voir le MES servir de filet de sécurité tant au fonds de résolution bancaire, qu'aux dépôts de garantie et qu'à une fonction de stabilisation macro-économique de la zone.

En échange Madame Merkel propose dans l'immédiat un conseil « Jumbo » associant ministres des finances et de l'économie, ce qui lui permet de remettre la CDU autour de la table, le poste des finances étant occupé par le SPD.

La « méthode Macron » parviendra-t-elle à convaincre une Chancelière politiquement affaiblie de l'urgence à renforcer l'intégration de la zone euro ? D'avoir le courage suffisant, contre ses troupes, et les « petits Schäuble » qui se multiplient à Berlin, soutenus par huit « petits » pays du Nord emmenés par les Pays-Bas, pour faire avancer le dossier en juin prochain, lors du Conseil européen ?

Le durcissement de Berlin, et ce quels que soient les gages de réformisme donnés par Paris, est aussi une interpellation pour le SPD, partenaire junior de la grande coalition. Il intervient alors que le train de la négociation pour le futur cadre financier pluriannuel est sur le point de départ. Soit la question du futur de la zone euro peut être débattue dans un paquet incluant les questions d'immigration et de sécurité/ défense, soit il faudra durcir le ton car en l'état la zone euro n'est pas une zone monétaire optimum capable d'affronter une future crise.